

Dans le document supplémentaire, les auteurs du PSCS ont d'ailleurs modifié la structure qu'ils entendent donner à cette CCS, passant d'une formule 3 + 3 + 2 (les 3 États du Caucase du Sud, les 3 États voisins – Iran, Turquie et Russie – et 2 puissances extérieures – l'Union européenne et les États-Unis) à 3 + 3 + 3 + 2, afin d'inclure les trois républiques sécessionnistes. Ces dernières pourraient participer au volet régional de la CCS, qui serait institutionnalisé par un Conseil gouvernemental et possiblement par une Assemblée parlementaire. Grosso modo, l'idée de cette CCS est de constituer une reproduction locale du modèle de l'Union européenne (UE). Les États de la CCS auraient également des liens avec l'UE grâce à des accords de stabilisation et d'association, comme dans le cas des États de l'ESE.

La CCS initierait un processus de coopération régionale et d'intégration au Caucase du Sud. Le niveau supra-étatique de la CCS devrait gérer les questions relatives aux échanges (en commençant par le déblocage de l'ensemble des frontières et par l'établissement d'une administration efficace en vue de procéder ensuite aux arrangements menant au libre échange), à l'infrastructure et à la sécurité. La principale préoccupation de la CCS doit toutefois porter sur les questions de sécurité. Suivant une résolution des conflits, un système de sécurité serait supervisé par l'OSCE. Cette dernière serait également appelée à fournir une force de maintien de la paix dans les trois principales régions en conflit, à fournir différentes patrouilles sur les frontières perméables, telles que celle de la Gorge de Pankisi, contre les infiltrations de combattants armés et à coordonner les négociations sur les réductions d'armes et la démilitarisation de zones spécifiques.

Les auteurs du PSCS envisagent également de transformer l'organisation de coopération économique de la Mer noire (BSEC) en une «organisation de coopération économique de la Mer noire caucasienne», une organisation à laquelle l'UE deviendrait membre à part entière. Cette entité pourrait ainsi mieux se concentrer sur les programmes de transport, d'énergie et de protection de l'environnement et inclure de nouvelles initiatives politiques et de sécurité.

Afin de tenir compte de cette dimension géographique du Caucase¹⁶, le projet de PSCS introduit une « dimension sud » au concept coopératif UE-Russie, basée sur le modèle de la « dimension nord » en oeuvre pour la région baltique. Cette « dimension sud » pourrait être le lieu de la coordination d'une assistance humanitaire ou d'urgence occidentale pour le Caucase du Nord, à court terme, et d'une assistance technique et d'un soutien financier pour le développement économique, à plus long terme.

Pour finir, le Pacte touche au développement pétrolier et gazier. Le nouveau climat émergeant à la suite de la résolution des conflits et de l'établissement du Pacte de stabilité permettrait la réalisation du plein potentiel économique de la région, particulièrement dans le secteur de l'énergie. Ceci justifierait économiquement les nombreux projets d'oléoducs, qui en soi peuvent avoir de nombreuses retombées économiques, et contribuer à l'amélioration du climat politique dans la région.